

Réforme des Retraites #1



Les mensonges du gouvernement ou
Pourquoi il faut bloquer ce projet

Il y aurait urgence à réformer le système ?



L'urgence de la réforme n'est pas justifiée, sauf pour des raisons externes au système. Cette réforme ne vise nullement à sauvegarder le régime des retraites de la faillite comme le prétend le gouvernement. La seule raison est que le gouvernement s'est fixé pour fin le retour des comptes publics sous le seuil des 3% de déficit à l'horizon 2027 conformément aux exigences de Bruxelles. C'est uniquement dans ce cadre qu'il convient de considérer la finalité de cette réforme : servir l'objectif immédiat d'une réduction des dépenses publiques. En d'autres termes, faire payer aux salariés la facture du « quoi qu'il en coûte » en programmant la baisse future de leur pension de retraite.

En se basant sur le dernier rapport du Conseil d'Orientation des Retraites, on peut lire que l'éventuel futur déficit pourrait atteindre 11 milliards d'euros en 2027 (0,48% du Produit Intérieur Brut), et se dégrader sensiblement jusqu'en 2032. Malgré tout, le même rapport prévoit que sans rien changer, ce déficit se résorberait de lui-même à l'horizon 2060.

C'est d'ailleurs pourquoi ce rapport précise : « les résultats ne valident pas le bienfondé des discours qui mettent en avant l'idée d'une dynamique non contrôlée des dépenses de retraite ».

Il convient d'ailleurs de relativiser ces prévisions. Le même Conseil d'Orientation des Retraites prévoyait dans son précédent rapport un déficit de l'ordre de 4 milliards en 2022. Le résultat fut un excédent de 3 milliards. 7 milliards d'erreur donc...



Le syndicalisme Libre et Indépendant

Il s'agirait de sauver le système ?

Le projet de réforme - comme la réforme passée de l'assurance chômage - vise à réduire brutalement les dépenses de retraites pour combler un déficit.

Or ce déficit temporaire et maîtrisé n'est pas dû à un dérapage des dépenses mais à une diminution des recettes. Lors d'une audition devant les parlementaires le 19 janvier 2023, Pierre-Louis Bras, le président du COR, déclarait : « Les dépenses de retraites sont relativement maîtrisées, dans la plupart des hypothèses, elles diminuent plutôt à terme. »

La croissance des dépenses de retraites prévue entre 2022 et 2027 est de 1,8%/an hors inflation. Or l'objectif du gouvernement est de limiter les dépenses publiques à +0,6%/an hors inflation sur la même période. Le rythme de croissance des dépenses n'est donc pas compatible avec l'objectif politique du gouvernement par rapport au niveau de déficit souhaitable dans le cadre du pacte de stabilité européen. En se privant de ressources fiscales notamment par le biais d'importantes baisses d'impôts sur les ménages aisés et sur les entreprises, le gouvernement piégé par cette situation cherche très rapidement des baisses de dépenses.

Ce choix est guidé par la seule et véritable motivation du gouvernement : réaliser des économies en ôtant aux salariés deux années de leur vie à la retraite.

**Personne ne veut
de cette réforme !**

Rien ne la justifie !

**Un seul mot
d'ordre :**

**Le retrait pur et
simple !**

Un moyen :

**La grève totale
jusqu'au retrait !**

*Pour préparer la grève, pour mobiliser, nous appelons
tous les cheminots à participer à toutes les initiatives
et actions interprofessionnelles sur tout le territoire :
manifestations, diffusions, assemblées générales, ...*

***Tous ensemble, construisons
la grève pour gagner !***

CHEMINOTS
FO



Le syndicalisme Libre et Indépendant